

## **Le bien-être animal mérite mieux qu'un député sans tête**

Le projet politique de La France Insoumise est d'aboutir à l'harmonie entre les êtres humains entre eux et avec la Nature. Cet objectif ambitieux et absolument nécessaire inclut de lutter contre la maltraitance animale et cela passe nécessairement par le fait de rompre avec le système économique qui abaisse les êtres sensibles au rang de marchandises.

Dans cette lutte, des associations montrent le chemin. Ainsi L214 a récemment dévoilé de nombreux et graves dysfonctionnements dans l'abattoir public Rhône Ouest situé à Saint-Romain-de-Popey. L'association a apporté la preuve que les outils d'abattage et les modes opératoires de l'exploitant, la SECAT (société coopérative rassemblant éleveurs, bouchers, négociants et groupement de producteurs), ne respectent pas les exigences réglementaires minimales concernant la mise à mort des animaux en abattoir. L'association demande ainsi la fermeture immédiate de l'abattoir et a déposé plainte contre l'État.

Homme politique amateur mais opportuniste professionnel, le député Jonathan Géry a dégainé rapidement son communiqué de presse, choqué qu'il se dit par les pratiques employées dans l'abattoir. Pourtant, ce député appartient au Rassemblement National et, à l'Assemblée Nationale, il a coécrit et voté pour des amendements pénalisant les associations de défense animale et environnementale afin de les asphyxier financièrement et de salir leur image de lanceurs d'alerte. Avec des gens comme le député Géry, des associations comme L214 ne pourraient plus exister. D'ailleurs, il ne cite pas L214 dans son texte pour mieux invisibiliser le travail de l'association. L'extrême-droite a toujours pour projet de bâillonner toute forme d'opposition, qu'elle soit syndicale, politique ou associative.

Dans cette sinistre affaire, nous pensons également aux employé·es de cet abattoir qui souffrent d'employer ces méthodes. qui souffrent d'être contraint·es de mal faire ce travail. Nous demandons aux autorités compétentes à ce qu'un accompagnement psychologique soit mis en place pour les travailleur·ses. Nous interpellons également le Président de la Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien, Patrice Verchère pour que débutent dès à présent les travaux de mises en conformité.

**La coordination des groupes d'action de La France Insoumise de la 8<sup>e</sup> circonscription du Rhône**